

Note de lecture – version courte :

40 ans d'austérité salariale : Comment en sortir ?

Auteur : Patrick Artus

Mai 2020

40 ans d'austérité salariale : Comment en sortir ? Dans son dernier ouvrage, Patrick Artus décrypte les liens macroéconomiques complexes entre la politique salariale, la politique monétaire et la politique budgétaire : ces interactions méritent une analyse approfondie car elles ont placé nos économies dans un équilibre précaire qui pourrait conduire à une très forte instabilité financière, et à l'éclatement d'une très grave crise des dettes publiques. Selon lui, le point crucial est le choix de l'austérité salariale qui a débuté dans les pays de l'OCDE à la fin des années 1970, c'est-à-dire l'affaiblissement du pouvoir de négociation des salariés qui a conduit à la déformation du partage des revenus entre salaires et profits au détriment des salariés, avec à la clé une modestie des hausses de salaires et des coûts salariaux. La situation est toutefois différente en France et en Italie, puisqu'on ne peut pas parler de déformation du partage des revenus au détriment des salariés, car les salaires augmentent à peu près au même rythme que la productivité. Mais dans notre pays, le poids des dépenses contraintes a lourdement pesé sur le pouvoir d'achat des ménages, en raison de la hausse du prix de l'énergie consommée par les ménages (électricité, carburant), et de la hausse des prix de l'immobilier. Quelles sont les causes de cette austérité salariale qui constitue désormais un trait fondamental de nos économies ? Pour Patrick Artus, elles sont plurielles :

1. Une dimension idéologique : les penseurs libéraux, tels Milton Friedman, ont développé une critique des monopoles, et en particulier des monopoles syndicaux accusés de créer des inefficiences sur le marché du travail, de favoriser des salaires réels plus élevés que le salaire réel d'équilibre et donc un chômage structurel élevé, et cette critique a eu un certain écho chez les décideurs de la politique de l'emploi à partir des années 1980
2. Une baisse des taux de syndicalisation qui a affaibli le pouvoir de négociation des salariés
3. Une exigence élevée de la rentabilité du capital dans le cadre du capitalisme actionnarial qui a conduit à une contraction de la part des salaires
4. La mise en place du libre-échange qui a incité les entreprises à rechercher à conquérir des parts de marché par l'amélioration de la compétitivité-prix et la baisse des coûts salariaux.
5. La volonté de lutter contre l'inflation sur le marché des biens et services, avec la stabilité des prix qui est devenue un objectif crucial des banques centrales.

D'autres facteurs explicatifs se sont ajoutés : le pouvoir de marché accru des grandes entreprises pour fixer les salaires ; une transformation de la structure des emplois et une bipolarisation du marché du travail ; une plus faible mobilité des salariés sur le marché du travail, due peut-être à la crainte du chômage, qui réduit la possibilité pour les entreprises d'attirer les salariés avec des hausses de salaires. Mais pour réellement cerner les implications de l'austérité salariale sur nos équilibres macroéconomiques aujourd'hui, il faut intégrer dans l'analyse les autres dimensions de la politique conjoncturelle selon Patrick Artus, soit la politique monétaire et la politique budgétaire. En effet, l'austérité salariale conduit à un régime d'inflation faible, en raison de la modération salariale, qui permet aux banques centrales de mener durablement des politiques monétaires

extrêmement expansionnistes, sans craindre de nuire à leur objectif de stabilité des prix, avec des taux d'intérêt historiquement bas. Et cette faiblesse des taux d'intérêt améliore en retour la solvabilité budgétaire des États et incite alors les gouvernements à mener des politiques budgétaires expansionnistes avec un creusement des déficits publics, puisque les paiements d'intérêt sur la dette publique restent faibles.

Pour illustrer son propos, Patrick Artus cite le cas du Japon : le pouvoir d'achat su salaire par tête y stagne depuis vingt ans et la politique monétaire est devenue massivement expansionniste, avec un endettement public atteignant 235% du PIB pour soutenir la demande globale. Or les pays de l'OCDE ont progressivement glissé vers la « japonisation » de leurs économies, avec cet équilibre caractérisé par des salaires faibles, des taux d'intérêt faibles et une politique budgétaire expansionniste. Celui-ci a eu aussi de puissants effets redistributifs dans nos économies, avec des gagnants (les emprunteurs), mais aussi des perdants (les prêteurs et les salariés). Cet équilibre est particulièrement périlleux : « acheter la paix sociale par l'endettement public est dangereux même dans un monde de taux d'intérêt bas ». Patrick Artus s'interroge sur la viabilité de ce modèle : en réalité, rien ne garantit qu'il soit irréversible, car une remontée des taux d'intérêt pourrait menacer dangereusement la solvabilité budgétaire des États. La question clé est désormais de savoir si ce régime des taux d'intérêt réels faibles est transitoire ou bien structurel (en raison par exemple d'un excès d'épargne mondiale ou une productivité marginale du capital qui incite à détenir une dette publique sans risque). Car s'il est transitoire, nous sommes peut-être à l'aube d'une très grave crise des dettes souveraines.

En définitive, Patrick Artus considère que « l'austérité salariale dans les pays de l'OCDE s'est accompagnée d'évolutions défavorables à la majorité de leurs populations », avec une aggravation des inégalités de revenu et de la pauvreté, notamment aux États-Unis. Il existe une certaine probabilité pour que les futures majorités dans les pays de l'OCDE mettent en œuvre des stratégies pour sortir de l'austérité salariale (par une revalorisation du salaire minimum par exemple), mais le passage d'un équilibre à un autre ne se fera pas sans heurt. Car si les salaires réels par tête se mettent à progresser plus vite que la productivité par tête, il en résultera une hausse de l'inflation, et une hausse des taux d'intérêt, puisque les banques centrales, comme c'est leur rôle, ne manqueront pas de réagir. Tout est alors en place pour une très forte déflagration financière sur le front des dettes publiques. Pour l'éviter, et dans la mesure où l'austérité salariale ne peut être viable à long terme sans crise politique et sociale, les banques centrales devront faire preuve d'un très grand doigté pour piloter une normalisation très lente du niveau des taux d'intérêt. Pour Patrick Artus, il est temps pour les gouvernements de remettre la politique des revenus et le partage équitable des gains de productivité entre les salaires et les profits au centre des débats et des négociations sociales.